

de l'OTAN et sur l'appartenance du Canada à l'Alliance Atlantique. Le rôle assigné aux forces canadiennes dans la crise du Golfe a, de plus, compliqué les questions qui ne manqueront sans doute pas de se poser quant au maintien de troupes canadiennes en Europe au lendemain de la Guerre froide.

Malgré l'absence de débat public, ou d'une décision gouvernementale officielle à ce propos, il est manifeste que les Canadiens et Canadiennes ont commencé à s'interroger sur la participation de leur pays à l'OTAN. Pour la première fois en quelques décennies, leur soutien à l'Alliance Atlantique a littéralement chuté et cela est d'autant plus frappant que la question n'a pas encore été débattue ouvertement.

Une infime majorité de Canadiens (50 p. 100) reste favorable au maintien des forces canadiennes en Europe à leur niveau actuel. Par contre, la plupart des autres prônent leur réduction ou leur retrait total. En gros, le nombre de ceux qui réduiraient les forces a doublé depuis l'an dernier. En 1989, seuls 10 p. 100 avaient opté pour une réduction (sans précision). Aujourd'hui, ils sont 21 p. 100. En 1989 encore, 14 p. 100 souhaitaient un retrait pur et simple de nos forces stationnées en Europe. Maintenant, ils sont 20 p. 100 à le souhaiter. Enfin, alors que l'an dernier, ils étaient un sur six (17 p. 100) à vouloir augmenter les effectifs de ces forces, aujourd'hui, ils ne sont plus qu'un sur dix-sept (6 p. 100).

Le changement des attitudes en ce qui concerne la participation militaire à l'OTAN s'inscrit apparemment dans le déclin général de l'importance accordée à l'Alliance. Seul un Canadien sur trois (32 p. 100) estime qu'il est très important que le Canada reste membre de l'OTAN. En octobre 1989, c'était l'avis de plus d'un Canadien sur deux (52 p. 100). En outre, dans le sondage de l'an dernier, un tiers des personnes interrogées jugeaient la participation à ces accords de défense assez importante. Cette année, c'est le cas d'une sur deux. Autrement dit, 20 p. 100 de moins de la population accorde une réelle importance à l'OTAN, probablement parce qu'avec l'effondrement des régimes communistes d'Europe de l'Est, l'effort de réforme démocratique et économique en Union soviétique et la disparition annoncée du Pacte de Varsovie, la vieille menace s'est estompée. Il est raisonnable de penser qu'une fois que le débat public sur la signification de ces changements pour le rôle européen du Canada sera enfin engagé au pays, cette évolution des réactions sera encore plus prononcée.